

PREFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 18 avril 2018

Adresse postale

Services de l'État en Vaucluse

DREAL PACA

Unité Départementale de Vaucluse

84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA

Unité Départementale de Vaucluse

Cité Administrative

Bâtiment 1 - Porte B

Avenue du 7^è Génie

84000 AVIGNON

Affaire suivie par :

Tél. : 04.88.17.89.33 – Fax : 04.88.17.89.48

N° S3IC : 64.02055 - P3

Réf. : D-0067-2018-UD84-Sub4

Objet :

Installations classées pour la protection de l'environnement.

Société SPRB VALABREGUE SOC - Carrière située lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles " sur le territoire de la commune de Bollène (84500).

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Sommaire

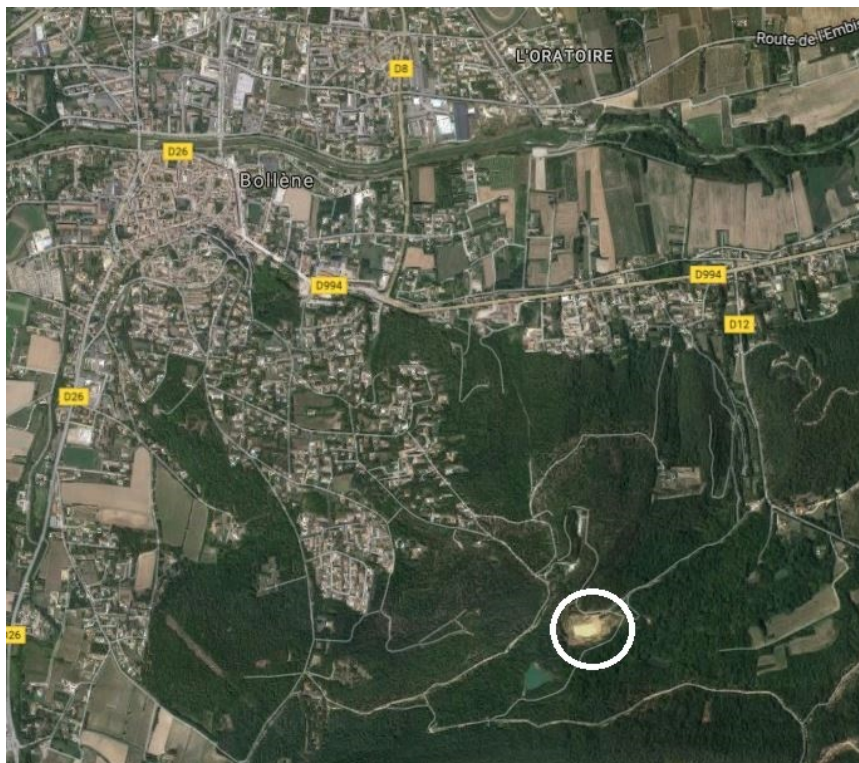
1 - Présentation de la société.....	2
2 - Garanties financières.....	2
3 - Conclusion et proposition de l'inspection des installations classées.....	3

1 - PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société SPRB VALABREGUE SOC, ci-après nommée " l'exploitant ", dont le siège social est situé Route de Suze à Bollène (84500), est autorisée à exploiter une carrière implantée lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles " sur le territoire de la commune de Bollène (84500).

Renseignements généraux sur la société :

Statut juridique	: Société anonyme à conseil d'administration (SOC),
N° de SIRET	: 706 620 069 00015,
Registre de Commerce	: Avignon B 706 620 069,
Code APE	: 2320Z.



Plan de situation

Cette carrière est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 611 du 23 mars 2000 pour 25 ans.

2 - GARANTIES FINANCIERES

L'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 611 du 23 mars 2000 susmentionné prescrit la transmission d'un acte de cautionnement à Monsieur le préfet de Vaucluse d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant ou en cas de non-respect des prescriptions de remise en état des arrêtés préfectoraux (Garanties financières).

Suite à la visite du 9 décembre 2014, l'inspection des installations classées avait dressé un écart concernant l'absence de transmission de l'acte de cautionnement pour la période 2010 à 2015. Par courrier en date du 12 juin 2015, l'exploitant s'était engagé à transmettre dans les meilleurs délais un acte de cautionnement.

N'ayant eu aucun retour de la part de l'exploitant, l'inspection des installations a, de nouveau, rappelé à l'exploitant, par courrier en date du 25 mars 2016, l'obligation de transmission d'un acte de cautionnement et notamment la nécessité de transmettre six mois avant l'échéance de l'acte en cours, le calcul

d'actualisation du montant des garanties financières pour la nouvelle période de 2015 à 2020. Ce même courrier lui rappelait que le non-respect de ces dispositions pouvait faire l'objet de sanctions administratives et pénales conformément aux dispositions du code de l'environnement et notamment conduire à la suspension de l'activité après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

A nouveau, l'exploitant n'a pas répondu ni pris contact par téléphone ou par courriel avec l'inspection des installations classées.

Par conséquent, un nouveau courrier en recommandé en date du 8 juin 2016 a été adressé à l'exploitant réitérant les mêmes demandes avec un délai d'un mois et mentionnant que conformément à la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières, l'absence de transmission de nouvelles garanties financières dans le délai imparti ferait l'objet d'une proposition, à Monsieur le préfet de Vaucluse, de suspension du fonctionnement de l'exploitation de votre carrière selon les modalités prévues à l'article L. 171-8-3 du code de l'environnement.

Suite à l'absence de réponse de la part de l'exploitant dans le délai imparti et au rapport de l'inspection en date du 15 novembre 2016, Monsieur le préfet de Vaucluse a signé un arrêté préfectoral en date du 26 décembre 2016 mettant en demeure la société SPRB Valabregue de respecter des prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 611 du 23 mars 2000 susvisé, relatives à la constitution des garanties financières, pour sa carrière implantée lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles ", sur le territoire de la commune de Bollène (84500), dans un délai maximal de trois mois après la notification de l'arrêté.

Suite à l'absence de réponse de la part de l'exploitant dans le délai imparti de l'arrêté de mise en demeure du 26 décembre 2016 et au rapport de l'inspection en date du 15 novembre 2016, Monsieur le préfet de Vaucluse a signé, le 3 janvier 2018, un arrêté de suspension de l'activité d'extraction de la carrière de la société SPRB Valabregue, située lieu-dit " Noyères, Jonqueirolles " sur le territoire de la commune de Bollène et ce jusqu'à transmission d'un acte de cautionnement conforme à la réglementation.

Par transmission du 10 avril 2018, vous nous avez transmis le courrier de la société SPRB Valabregue en date du 15 février 2018 transmettant un acte de cautionnement pour la période du 13 juillet 2016 au 13 juillet 2021 d'un montant de 57 235 €

3 - CONCLUSION ET PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Considérant ce qui précède et conformément à l'article 3 de l'arrêté préfectoral de suspension du 3 janvier 2018, l'exploitant a mis en place les mesures nécessaires pour se conformer à l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2016 de mise en demeure de respecter des prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral n° 611 du 23 mars 2000 susvisé. La reprise de l'activité d'extraction de la carrière peut être à nouveau autorisée.

L'inspecteur de l'Environnement